

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 2 avril 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CORREZE ENROBES - BRIVE LACOMBE**

LACOMBE  
19100 Brive-La-Gaillarde

**Références : 2026-04-02 UiD192026-0039r georisques**  
Code AIOT : 0006003425

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement CORREZE ENROBES - BRIVE LACOMBE implanté LACOMBE 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORREZE ENROBES - BRIVE LACOMBE
- LACOMBE 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006003425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Corrèze enrobés est spécialisée dans l'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers. Son activité est encadrée par arrêté préfectoral daté du 9 novembre 1981. Le site dispose d'une centrale à enrobés d'une capacité de 160 tonnes/h à 5 % d'humidité dont les brûleurs sont alimentés en gaz de ville. Trois employés sont présents sur site lors du fonctionnement du poste (un chef de poste, un agent au pupitre de contrôle du poste et un chauffeur pour charger les granulats). La société est détenue par Colas, Eurovia et NGE. Ce sont des salariés NGE qui assurent l'exploitation des installations.

## **Thèmes de l'inspection :**

- produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Traitement des effluents.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 09/11/1981, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/11/1981, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À ce stade, aucune suite administrative n'est proposée. L'exploitant est toutefois invité à préparer et à transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours une réponse précise et étayée à chaque constat accompagné le cas échéant d'un échéancier de réalisation des actions correctives proposées. A la suite de l'examen des réponses apportées par l'exploitant, l'inspection pourra dans un second temps émettre de nouvelles propositions à M. le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des fiches de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31-1 : Exigences relatives aux fiches de données de sécurité Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Accès des travailleurs aux informations Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant recense, dans un classeur rangé dans la salle de commande de la centrale à enrobés, l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS). Une version simplifiée (notice de poste) est affichée dans les zones de stockage de la substance ou de la préparation dangereuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises
<b>Constats :</b> Les prescriptions de la FDS du SERIOLA (huile minérale d'origine pétrolière produite par TotalEnergies Lubrifiants) sont respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>- Présence d'extincteurs spécifiques à proximité ;</li><li>- Affichage de la FDS simplifiée ;</li><li>- Stockage sur rétention dans un conteneur à l'abris de la lumière et ventilé ;</li><li>- Traitement des déchets vers une filière agréée.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention adaptée aux volumes et substances présentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour, sur un tableau excell, un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Traitement des effluents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des effluents.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.
<b>Constats :</b> La dernière vidange et le nettoyage des installations de traitement des effluents date du 02/06/2023. L'exploitant doit justifier l'absence d'entretien depuis cette date et doit envoyer la prochaine facture d'entretien du dispositif à réaliser sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sous-section 1 : Cas général.
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit envoyer, dès réception, le rapport d'analyse des eaux pluviales réalisés en 2026. De plus, la dernière vidange et le nettoyage des installations de traitement des effluents date du 02/06/2023. L'exploitant doit justifier l'absence d'entretien depuis cette date et doit envoyer la prochaine facture d'entretien du dispositif à réaliser sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/1981, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage doit être portée à la connaissance du Préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit déposer à la Préfecture, sous 3 mois, un Porter à connaissance actualisant son arrêté préfectoral du 09/11/1981 et notamment ses rubriques ICPE. Cette demande reprend une partie de la demande « PRINAD 1 » formulée à l'issue de l'inspection du 29/07/2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/1981, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Des contrôles pondéraux devront être effectués sur la cheminée au moins une fois par an par un organisme agréé.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit transmettre sous 3 mois le rapport de contrôle des rejets atmosphériques selon les mêmes paramètres que le contrôle de 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois